

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 21 OCTOBRE 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI -

0,50 F

EDITORIAL

OÙ VONT LES SYNDICATS

?

Grèves et manifestations, en Martinique comme en Guadeloupe, témoignent de la montée du mécontentement. Certaines couches qui jusqu'alors n'étaient pas mobilisées manifestent aujourd'hui ce mécontentement, dont les causes sont diverses. Il y a certes, le fond général de crise dans lequel nous vivons : hausse des prix, bas salaires, chômage, licenciements. Mais à cela s'ajoutent mille autres choses qui viennent augmenter la tension : problèmes scolaires, répression contre les syndicalistes etc...

Une manifestation comme celle du 19 à Pointe-à-Pitre ne montre pas encore que le mécontentement touche l'ensemble de la population laborieuse. Mais la participation d'entreprises nouvelles est la preuve que le courant de lutte s'amplifie, et le dynamisme de la manifestation le montre bien.

Le problème qui se pose, pour les travailleurs les plus déterminés, c'est de savoir comment rallier à cette lutte la grande masse de ceux qui hésitent, ou dont l'inquiétude ne s'est pas encore transformée en volonté de combat.

Pour cela, il est d'abord essentiel de savoir quelles perspectives on se donne : parce qu'il est impossible de convaincre les hésitants, si l'on hésite soi-même. Si l'on montre que l'on est décidé à aller jusqu'au bout, si l'on se bat, alors on peut entraîner les hésitants derrière soi.

Par certains côtés, les organisations ouvrières, partis et syndicats, ont l'air de vouloir se battre. Mais à y regarder de plus près, on se rend compte que l'objectif fixé aux travailleurs est très limité. En Martinique, c'est le sempiternel cri de ralliement pour l'autonomie, l'emploi, etc... mis en avant par la CGTM et le PCM. En Guadeloupe, la situation est un peu différente, parce que l'intersyndicale, qui regroupe tous les syndicats (excepté le courant nationaliste) a l'air de tenir un langage plus radical. Mais en définitive la tactique des syndicats, même si elle s'accompagne d'actions plus déterminées que par le passé, vise à exercer des pressions sur le patronat "pour engager des négociations nécessaires".

Nous ne nions pas que toute une partie de la plateforme contient des revendications importantes pour la classe ouvrière ; nous les avons d'ailleurs défendues nous-mêmes depuis des années.

(suite en page 2)

GUADELOUPE

UNE JOURNÉE DE GRÈVE : UNE MANIFESTATION DYNAMIQUE

A l'appel de l'intersyndicale comprenant la CGTG, la FEN, l'UD-FO, le SPECOG, la FTG plus d'un millier de travailleurs se sont d'abord rassemblés au Hall des Sports de Pointe-à-Pitre, puis ont manifesté dans les rues de cette ville, le jeudi 19 octobre.

Partis du Hall des sports, les manifestants empruntèrent la rue Frébault, se dirigèrent ensuite vers la Sous-Préfecture où pendant quelques minutes un responsable syndical rappela les revendications des travailleurs, après quoi la manifestation se poursuivit jusqu'au point de départ. Tout au long de cette manifestation les travailleurs scandèrent différents mots d'ordre "la terre à ceux qui la travaillent", "Bananiers sucriers minime bête, minime pouel", "Titularisez les auxiliaires" du travail pour tous", "35 heures sans diminution de salaire", ce n'est qu'un début continuons le combat etc...

L'on notait parmi les manifestants la présence de nombreux jeunes, et celle de

secteurs qui n'ont guère eu l'occasion de se retrouver dans la rue, comme les librairies et les hôtels.

Tout cela contribua en grande partie à donner à cette manifestation un aspect plus dynamique et plus spontané que d'habitude. La manifestation du 19 Octobre fut donc pour toutes ces raisons un succès. Cependant loin d'être une fin en soi, elle devra être un encouragement à poursuivre la lutte pour imposer au patronat et l'administration la satisfaction de toutes les revendications des travailleurs.

GUADELOUPE

BOYCOTT DU CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ÉLÈVES-MAÎTRES

L'administration n'ayant accordé que 24 places à l'École Normale, alors qu'on prévoyait le recrutement de 171 élèves-maîtres, le boycott du concours fut organisé, à l'appel du SNI-PEGC.

Mercredi 18, dès 6 heures du matin, plusieurs dizaines d'enseignants se retrouvèrent au CES Raizet, afin d'empêcher la tenue du concours.

Lorsque les candidats commencèrent à affluer, plusieurs interventions furent faites à l'aide d'un porte-voix, afin de leur expliquer les raisons du mouvement.

Malgré les tentatives d'un représentant de l'administration, les candidats refusèrent de concourir, et acceptèrent de venir en masse à un meeting à la salle José Martí. Là, une motion fut votée et portée au vice-recteur par des représentants des candidats et du SNI-PEGC.

Il fut décidé de se retrouver afin de continuer l'action, notamment le 25 octobre, où doit avoir lieu le concours interne.

J. BIBRAC

Directeur de publication : [REDACTED]
Commission Paritaire : [REDACTED]
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
6^e supplément au mensuel N° 91

MARTINIQUE

LE MERCREDI 18 OCTOBRE :

Puissante manifestation de rue à Fort-de-France

C'est en effet un cortège de plus de 1 500 personnes qui a défilé dans les rues de Fort de France. En effet, au bon millier d'enseignants s'ajoutaient plus de 500 élèves des 4 lycées et de plusieurs LEP de la Martinique.

Il s'agissait pour les enseignants de protester contre la politique d'austérité du Recteur Doumenge, tandis que les lycéens rappelaient que c'était surtout eux qui étaient touchés par les mesures d'austérité et qu'ils s'étaient mobilisés pour certains, depuis plus d'une semaine.

C'est donc une manifestation dynamique qui a parcouru Fort de France aux cris de "Titularisez les auxiliaires", Non, Non aux LEP casernes" et "25 élèves par classe".

Au total mercredi, les enseignants et les élèves ont montré dans une large mesure leur volonté de lutte face à l'administration coloniale.

ACHETEZ ET LISEZ LE MENSUEL
COMBAT OUVRIER !

GUADELOUPE

UGTG-SGEG : A la remorque des passifs

Ainsi le courant nationaliste représenté dans les syndicats UTA-UGTG-UPG-SGEG a refusé de participer à la grève du 19 octobre. Qui plus est, ces syndicats ont donné une grande publicité à leur prise de position signifiant ainsi non seulement qu'ils restaient l'arme au pied mais qu'ils appelaient ceux qui voulaient se battre à ne pas bouger.

Ces syndicats nationalistes expliquent leur prise de position par des manoeuvres anti-unitaires dont ils auraient été les victimes de la part de l'intersyndicale axée autour de la CGTG-FEN.

Si les dirigeants du courant SGEG-UGTG et UPG avaient un peu plus le souci - ou peut-être même la conscience réelle - des intérêts du mouvement ouvrier, ils auraient agi autrement.

Il ne nous appartient pas de décerner des bons et des mauvais points aux uns et aux autres. Mais nous tirons des conclusions pour le déroulement des luttes futures des travailleurs.

Car si le courant syndical nationaliste estimait - même avec juste raison - avoir été lésé ou manoeuvré par les membres de l'intersyndicale CGTG-FEN, ils auraient quand même tort d'avoir réagi comme ils l'ont fait en boycottant la grève du 19 octobre.

Car il y a plusieurs moyens de participer à un mouvement de grève. Soit on y est organisateur et on s'est mis d'accord pour une plate-forme et des mots d'ordres unitaires, soit cela n'a pas été possible. Mais dans ce cas-là rien n'empêche de participer à l'action avec ses propres mots d'ordre et sa propre plate-forme. C'est

cette position que nos camarades ont défendue au sein de l'intersyndicale.

Car l'intérêt des travailleurs n'est pas de rester l'arme au pied sous prétexte que les dirigeants n'arrivent pas à se mettre d'accord. Et ceux qui ont le souci des intérêts bien compris des travailleurs prêteront un pas réel dans l'action à de sempiternelles discussions et querelles d'états majors.

A notre avis les syndicats UGTG et SGEG sont dirigés par des militants nationalistes qui ne savent pas ou ne veulent pas faire la distinction entre ce qui est intérêt de boutique et intérêt des travailleurs.

Cela est d'autant plus vrai que les désaccords qui se sont manifestés entre l'intersyndicale et le courant UGTG-SGEG n'ont même pas porté sur les méthodes et les objectifs de la lutte, mais vraiment sur des questions de préséance. A savoir qui était derrière qui, qui ralliait l'autre.

Encore une fois même si l'on considère que l'intersyndicale n'est pas sans péché dans cette affaire, la réaction et les prises de position anti-grévistes de l'UGTG-SGEG ne font que rendre service à tous ceux qui refusent d'organiser la lutte réelle des travailleurs. Elles donnent une prime à tous ceux qui ne veulent jamais se battre. Le 19 tous ceux-là ont trouvé un bon prétexte pour ne rien faire, car ils pouvaient dire "il y a des syndicats qui m'ont demandé de rester tranquille".

Cela ne renforce pas la classe ouvrière, cela l'affaiblit.

EDITORIAL

(suite)

Mais le fait d'avoir un bon programme ne garantit pas qu'on est réellement décidé à lutter pour en exiger l'application. En fait, la tactique de l'Inter-syndicale consiste à mobiliser le plus largement possible, mais en même temps à limiter et contrôler cette mobilisation, dans l'unique but d'engager des négociations. La lutte devient alors un moyen pour atteindre les négociations, et non l'inverse.

Et c'est en cela que notre point de vue et celui des syndicats divergent, c'est de cela que doivent se méfier les travailleurs. L'objectif qu'il faut se donner, c'est d'obtenir coûte que coûte les revendications qui sont nécessaires pour éviter la déchéance physique et morale de la classe ouvrière. Le but que doit viser la classe ouvrière est de contraindre les patrons et l'administration à céder sur ses revendications avec ou sans négociation. Les travailleurs ne marchandent pas avec ces gens-là, ils doivent se donner les moyens de les faire céder.

L'orientation que nous défendons est à notre avis la seule qui permette réellement de mobiliser toute la masse de la population laborieuse dans un même combat et de ne pas gaspiller l'énergie des plus combattifs dans une série d'escarmouches destinées simplement à mettre face à face, autour d'une table, dirigeants syndicaux et représentants du patronat. La lutte des travailleurs ne doit pas être conditionnée par cela, mais par la nécessité d'arracher réellement les revendications.

Martinique

FIN DE LA GRÈVE AU LEP DE DILLON : VICTOIRE POUR LES ÉLÈVES

Les élèves du LEP Dillon ont arrêté leur grève jeudi 19 après une semaine de mobilisation. La veille, ils avaient participé nombreux à la manifestation à Fort-de-France, derrière leurs banderoles : "non aux L.E.P.-casernes" "non au B.E.P. émigration" "du bon matériel pour travailler", et avaient défilé avec beaucoup d'enthousiasme.

Mais ils ne sont pas rentrés en classe les mains vides. Ils ont obtenu presque tout ce qu'ils demandaient quant aux améliorations immédiates : "affichage du menu, poubelles dans les classes, douches, ouverture du service de documentation, réparation des machines en panne".

Et pour le reste, la directrice s'est engagée à écrire aux services concernés pour obtenir un plateau sportif et une signalisation correcte pour assurer la sécurité des élèves à la sortie de l'établissement.

Cela prouve bien une fois de plus que seule la lutte paie.

En tous cas ils auront montré à la direction qu'ils ne sont pas prêts à se laisser marcher sur les pieds et qu'il faudra compter avec eux à l'avenir.

Guadeloupe

PORT-LOUIS : LES ÉLÈVES DU COLLÈGE OBLIGENT L'ADMINISTRATION À CÉDER

Le lundi 16 octobre, les élèves du collège de Port-Louis décidaient de se mettre en grève illimitée.

Ils réclamaient :

- un professeur d'anglais, un professeur de mathématiques et de technologie et le remplacement d'une enseignante en congé de maladie.

Du fait de l'absence de ces professeurs ce sont près de 300 heures de cours qui n'ont pas été assurées depuis la rentrée et ce, dans des classes d'examen.

C'est cette situation que les élèves du collège de Port-Louis n'ont pas voulu accepter plus longtemps.

Ils se mirent donc en grève et appelèrent parents et enseignants à les soutenir, ce qui fut fait.

Mais ils ne se contentèrent pas uniquement de faire grève. Ils manifestèrent dans Port-Louis et expédièrent des télégrammes à toutes les autorités.

Leur action ne tarda pas à porter ses fruits : dès mardi matin le vice-recteur annonçait la création des postes manquants.

C'est là un exemple dont devraient s'inspirer de nombreux collèges qui connaissent les mêmes problèmes.

À PROPOS DU LIBAN :

LE NAÏF DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LES TARTUFFES DU GOUVERNEMENT...

M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, vient de découvrir, deux ans après tout le monde, que la guerre civile qui fait rage au Liban a été déclenchée par la droite chrétienne, notamment par les bandes armées de Camille Chamoun et le phalanges de Pierre Gemayel c'est-à-dire l'extrême-droite.

Il est bien difficile de dire quels sont les motifs exacts qui ont poussé de Guiringaud à glisser cette peau de banane sous les pieds de Giscard et de Barre ! Car le ministre des affaires étrangères n'a pas voulu garder pour lui sa "découverte", mais l'a annoncée publiquement et à plusieurs reprises. Provoquant ainsi la plus grande consternation dans les milieux gouvernementaux...

Ces milieux-là en effet n'apprécient guère de se voir pris en flagrant délit de mensonge. Même si le mensonge remonte à deux ans, même s'il a de toutes façons rempli son office : permettre à la droite libanaise et syrienne d'écraser les forces de gauche et palestiniennes, dans le silence quasi-général de l'opinion publique internationale.

Et pendant que se perpétreraient tous ces massacres, la bourgeoisie américaine, la bourgeoisie française, y compris le "naïf" de Guiringaud, marchaient main dans la main et condamnaient les victimes mêmes des bains de sang du Liban.